

COMPTES RENDUS

UNE HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE EN MINUSCULE

Olivier Wieviorka, *Histoire de la résistance. 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013, 574 p.

Tout historien s'intéressant aux sociétés en guerre à l'époque contemporaine ne peut que se sentir interpellé par le livre qu'Olivier Wieviorka a consacré à la Résistance. Des questions complexes et profondes y sont en effet abordées : pourquoi, dans une situation donnée, des hommes et des femmes se mobilisent-ils et passent-ils à l'action, pourquoi d'autres, au contraire, ne franchissent-ils pas ce seuil de l'engagement, ou pourquoi le font-ils à des degrés fort divers ? Quels sont les ressorts de l'obéissance et/ou de la soumission, ceux de la désobéissance et de la rébellion ? Avant d'y venir au travers de la lecture de l'*Histoire de la résistance. 1940-1945* d'O. Wieviorka (OW), je commencerai par saluer une performance.

« Sans que la plume ne tremble »...

À coup sûr, l'écriture d'une synthèse sur un sujet aussi travaillé que l'est depuis soixante-dix ans la résistance au nazisme et au pétainisme constitue un redoutable défi pour tout historien. De ce strict point de vue, ce livre relève

donc assurément de la performance. Son artisan a embrassé, en solitaire, une masse considérable de travaux scientifiques de toute nature pour livrer au grand public son *Histoire de la résistance* en près de six cents pages. D'ailleurs, les grands médias ne s'y sont pas trompés et quasi unanimement, ont salué cette « magistrale synthèse » ; l'ouvrage serait même appelé à devenir un « classique »¹. C'est donc tout à fait sérieusement que cette recension aborde et discute cette « nouvelle » histoire de la Résistance, en minuscule² ; et pour paraphraser l'auteur, sans que la plume ne tremble³ !

Procédé rhétorique, posture et rupture

Le fond est souvent inséparable de la forme, la composition de ce livre en apporte une éclatante démonstration. La thèse est construite autour d'un artifice rhétorique consistant à faire mine de *devoir* rectifier des affirmations qu'aucun historien sérieux ne formule ; cela peut expliquer le recours fréquent au pronom personnel indéfini permettant de désigner, pêle-mêle, tout le monde et personne : ainsi, peut-on lire des formules du type : « on prétend... », « on croit communément... »⁴, etc. Qui est ce fameux « On » ? Mystère ! Depuis un tel surplomb embrumé, il est effectivement

1. Conclusion de la recension de Jean-François Muracciole, « Quand l'historien "écorne les légendes" : la Résistance selon Olivier Wieviorka », *Critique*, novembre 2013, p. 914.

2. Olivier Wieviorka a le souci du détail, et prend soin de se démarquer jusque dans l'écriture du mot désignant son objet : il écrit « résistance » avec un r minuscule. C'est son droit. Toutefois, ce n'est qu'en entrant dans l'ouvrage que cette révolution orthographique se découvre ; la quatrième de couverture sacrifie quant à elle à la tradition historiographique et laisse apparaître la « Résistance » avec son R majuscule coutumier. Si cela ne participe pas de la volonté de dénigrement, on se demande pourquoi l'auteur a laissé le mot « Libération » et l'expression « Révolution nationale » en majesté ; sans doute un oubli...

3. Olivier Wieviorka, *Histoire de la résistance 1940-1945*, op. cit., p. 18. [Les notes suivantes indiqueront OW pour la référence de cet ouvrage.]

4. OW, respectivement, pp. 16 et 482.

aisé de prétendre que tous ses prédécesseurs et collègues ont jusqu'ici failli à leur tâche d'« historicisation ». Banal. Le procédé d'exposition de la thèse s'accompagne ensuite d'une mise en scène de l'auteur, par lui-même, en tant que redresseur de vérités, « d'écorneur de légendes », démolisseur de « mythes » et de tabous, briseur « d'images convenues » et « d'allégorie »⁵, bref, en tant que vrai et premier professionnel ayant enfin osé défier une prétendue vulgate qui est, dans une très large mesure, redisons-le, une invention de l'auteur lui-même et de quelques autres⁶. Avec une touchante modestie, l'auteur enfile d'ailleurs la panoplie du glorieux révolutionnaire de juillet 1789 :

« Ces Bastilles mémorielles, écrit-il, furent d'autant plus difficiles à prendre que l'histoire de la résistance fut, de longues décennies durant, écrite par des hommes qui en avaient été, de près ou de loin, des acteurs. Ils se flattaient d'ailleurs de respecter la parole des témoins sans en contester les dires »⁷.

La Bastille ! À ce jeu rhétorique, l'auteur auto-mis en scène est toujours gagnant : d'un côté, il est assuré d'être congratulé par tous ceux qui, à l'instar des principaux médias avides de

nouveautés et de sensationnel, ont de plus ou moins bonnes raisons de saluer la (fausse) « révélation » sans prendre le temps d'en évaluer le bien-fondé ; de l'autre, s'il advient qu'il soit quelque peu discuté, voire objecté, alors il se drape dans sa dignité outragée et prend la posture du chercheur d'avant-garde victime d'historiens forcément aigris et dépassés. Bien sûr, les rares propositions de débat avec des pairs potentiellement objecteurs sont aussi consciencieusement esquivées ou écartées sur le registre du « je ne m'abaisse pas à débattre avec des historiens qui ne comprennent rien, etc. »⁸. Le procédé est aujourd'hui bien rodé ; il est efficace ; il évite aux historiens preneurs de Bastilles imaginaires d'avoir à répondre sur le fond⁹. Je vais donc y venir en abordant pour commencer le problème soulevé par la définition de la Résistance retenue par OW.

Question de définition. Un besoin d'« étrangeté » non satisfait

« L'étrangeté me semble susceptible de constituer un antidote efficace à un risque qui nous guette tous : celui de tenir la réalité (nous compris) pour sûre »¹⁰, Carlo Ginzburg.

Afin de bien situer les termes de la discussion, rappelons qu'il y a quelques années l'historien François Marcot¹¹, entre autres¹², avait proposé de distinguer une « Résistance-organisation » qui, précisait-il, « ne comprend de toute évidence qu'une toute petite minorité, et une Résistance-mouvement »¹³, phénomène social beaucoup plus vaste... ; on notera que cette citation colle bien mal avec l'histoire prétendument « mythifiée » qu'il s'agirait de redresser. Mais passons. Ceci posé, Marcot suggérait également, pour une bonne appréhension des différentes dimensions du phénomène (temporelles, spatiales, sociales et culturelles), de ne pas dénouer les deux résistances : « la Résistance-mouvement n'est nullement en marge de la Résistance-organisation : elle conditionne son existence », soulignait-il encore¹⁴.

Avant d'aller plus avant, il est également nécessaire de bien s'entendre sur les termes utilisés par les uns et par les autres : la « Résistance-organisation » désigne les réseaux, *les mouvements*, les maquis, c'est-à-dire les groupes plus ou moins structurés, *organisés* et constitués pour agir en tant que tels contre l'occupant et Vichy. La « Résistance-mouvement » désigne quant à

elle un *mouvement social* beaucoup plus large constitué de tous ceux, anonymes pour la plupart, qui par des actes individuels – souvent mais pas seulement –, ponctuels – fréquemment mais pas toujours –, ont tissé en dépit de tous les risques encourus un environnement de solidarité et d'entraide, de protection et de sauvetage sans lequel non seulement la Résistance-organisation elle-même mais des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants traqués n'auraient pu survivre.

D'entrée de jeu, à cette définition gigogne, finement ciselée par des années de recherches et de réflexions, et aujourd'hui assez communément admise par tous les historiens soucieux de restituer la complexité et l'étrangeté (selon « l'étrangeté » de Carlo Ginzburg cité ci-dessus) d'un tel phénomène – pour nous aujourd'hui, certes, mais aussi pour la société de l'époque considérée –, est opposée cette virile sentence :

« Distinguer ne signifie pas pour autant confondre. C'est bien de la résistance-organisation que traite cet ouvrage, non de la résistance-mouvement. »¹⁵

Bien sûr... mais, à ceci près que la « confusion » dénoncée est pure invention, cas typique parmi d'autres, où

5. OW, p. 16.

6. À ce titre, l'ouvrage d'Olivier Wieviorka apporte une nouvelle illustration de la dérive parfaitement décrite par Pierre Laborie, *Le Chagrin et le venin. La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, Paris, Bayard, 2011.

7. OW, p. 17.

8. Pour un exemple récent, la réaction argumentée de François Marcot à ce livre est parue dans la revue *Le Débat* ; mais le « débat » n'en est pas pour autant ouvert : François Marcot, « Comment écrire l'histoire de la Résistance ? », *Le Débat*, 2013/5, n° 177, pp. 173-185.

9. Aux spécialistes de la l'histoire de la Grande Guerre cette (im)posture en rappelle d'ailleurs une autre présentant des caractéristiques en tout point similaires. Rémy Cazals, « 1914-1918 : oser penser, oser écrire », *Genèses*, n° 46, mars 2002, pp. 26-43. Voir aussi le dernier numéro de la revue *Agone*, « L'ordinaire de la guerre », n° 53, 2014.

10. Carlo Ginzburg, « L'étrangeté » in *À distance. Neuf essais sur le point de vue en histoire*, Paris, Gallimard, 2001 [1996], p. 36.

11. François Marcot, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », *Le Mouvement social*, n° 180, juillet-septembre 1997 ; « Résistance et autres comportements des Français sous l'Occupation », in François Marcot et Didier Musiedlak (dir.), *Les Résistances, miroir des régimes d'oppression (Allemagne, Italie, France)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006 ; « Les résistants dans leur temps », in François Marcot, avec la coll. de Bruno Leroux et Christine Lévisse-Touzé (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance. Résistance intérieure et France libre*, Paris, Robert Laffont, 2006.

12. Pour une conceptualisation du phénomène : Pierre Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Seuil, « Points histoire », 2003 [2001].

13. C'est moi qui souligne.

14. Pour une exposition plus précise de sa définition de la Résistance, voir la réaction de François Marcot à ce livre, François Marcot, « Comment écrire l'histoire de la Résistance ? », in *Le Débat*, n° 177, art. cit.

15. OW, p. 16.

la posture historique peut dérapier en imposture historiographique. Dès lors, ainsi arrimée à cette fausse affirmation, la justification du choix de ne traiter que de la Résistance-organisation s'en trouve considérablement affaiblie et peine à convaincre. D'autant que l'histoire proposée est à la fois suspicieuse et culpabilisatrice.

Questions et problèmes

1. Une histoire du soupçon et de la culpabilité

Cela fait déjà un petit moment que les socio-historiens ont admis que d'un milieu social à l'autre, d'un groupe à l'autre, d'un individu à l'autre, la palette des choix (ce qu'ils appellent dans leur jargon *le champ* ou *l'horizon des possibles*) offerts aux acteurs varie énormément. OW le sait. Il cite même Charles Tilly¹⁶ dont il semble vouloir retenir le concept, utile en effet, de *répertoire d'action*, ce dernier exprimant l'idée selon laquelle, confrontée à une situation – ordinaire ou non – toute personne dispose de savoirs, de capacités, et donc de modes d'action et de réaction qui lui sont propres ; formulé plus simplement, cela signifie qu'un chef d'entreprise, un diplomate, un officier, un fonctionnaire, une femme célibataire, n'ont pas exactement les mêmes cartes en main pour affronter cette période qu'un ouvrier, un soldat du rang, un paysan, une femme chargée d'enfants ayant en outre son mari prisonnier. Dans

le cadre de l'Occupation, et si l'on suit toujours OW, chaque individu disposerait ainsi « d'un répertoire de contestation » qui définirait « l'ensemble des moyens de revendication dont il dispose » et « l'entrée en résistance plaçait donc les individus dans une situation d'inégalité »¹⁷. Ce point de vue est largement partagé. Hélas, cette citation n'est qu'un leurre, car chapitre après chapitre, le propos structurant l'ouvrage s'en écarte inéluctablement. En somme, pendant la Seconde Guerre mondiale, le choix posé à tout un chacun entre mai-juin 1940 et le 8 mai 1945 se serait réduit à un choix on ne peut plus simple : « entrer en résistance » ou... pas ; tout individu aurait été libre d'accepter ou de refuser de participer à la lutte¹⁸. Énième avatar de la thèse culturaliste et controversée du « consentement », cette affirmation très discutable repose à la fois la question de l'autonomie de l'individu et celle de l'engagement, deux beaux objets pour les sciences sociales¹⁹.

Contrairement à ce qui est encore avancé, personne aujourd'hui ne conteste le fait que de nombreux Français aient fait preuve « d'attentisme ». Comprendre et dire ce que put recouvrir cet « attentisme » est assurément compliqué. Autant que faire se peut, cela nécessite de pouvoir se représenter ce que furent pour des millions d'hommes et de femmes, et d'enfants (voir l'extrait

du témoignage reproduit ci-dessous), le choc tellurique provoqué par la défaite militaire et l'effondrement de l'État en quelques semaines seulement, la débâcle et la faillite d'une grande partie des élites²⁰, sans compter la trahison d'une partie des cadres du pays ; de prendre en compte l'ampleur des bouleversements existentiels générés par la perte durable de repères institutionnels, l'absence de près de deux millions d'hommes retenus prisonniers par l'ennemi, la division du pays, la présence de plus en plus pesante sinon menaçante

de l'occupant et d'un régime aux abois ; d'entendre, enfin, les détresses occasionnées par les difficultés croissantes de la vie quotidienne, l'angoisse d'un lendemain durablement indéchiffrable...

Qui en effet pouvait prévoir ce qui est arrivé en 1940 ? Qui aurait pu prévoir qu'Hitler se retournerait quelques mois plus tard contre l'URSS, qu'il faudrait attendre décembre 1941 pour que le Japon projette les États-Unis (attentistes ?) dans la guerre, que les forces antinazies scelleraient enfin avec Staline l'alliance qu'ils lui marchandèrent si âprement en août 1939 ? Qui, franchement, avait été préparé à faire face à une telle situation absolument inédite dans sa soudaineté, son ampleur, sa durée, ses retournements ? Tant pour le chercheur que pour l'enseignant, la difficulté réside précisément dans l'appréhension différentielle des *horizons d'attente* (les capacités de se projeter vers le futur), des *champs d'expérience* (par exemple, s'agissant de la guerre, le champ d'expérience diffère très sensiblement entre le front et l'arrière) et des *champs des possibles* offerts aux contemporains. Toutefois, pour OW, les choses sont assez simples :

« La débâcle et ses principales conséquences – l'occupation de la zone nord et la naissance de l'État français – appelaient de toute évidence une réponse militaire que les pionniers n'imaginaient cependant pas formuler »²².

Témoignage d'un enfant de l'exode

*« Il fallut passer la nuit aux Andelys, les hôtels étaient pris d'assaut. [...] Il n'y avait même pas de place pour mon frère et moi. Nous dormîmes dans la voiture, ce qui n'était pas plus mal. Fatigué, énervé, quand nous pûmes manger quelque chose, je me mis à fondre en larmes. À mes parents surpris, je ne pus que dire que je pleurais sur la France, sur les malheurs de la France... ou quelque chose comme cela. Il faut dire que, même pour les enfants, c'était un choc incroyable de voir leur pays dans cette situation inimaginable... »*²¹

20. Marc Bloch, *L'Étrange Défaite*, Témoignage écrit en juillet-septembre 1940, préface de Stanley Hoffmann, Paris, Gallimard, Folio, 1990. Pour un point de vue différent voir Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009, p. 107.

21. Jean-Jacques Becker, *Un soir de l'été 1942... Souvenirs d'un historien*, Paris, Larousse, 2009, p. 47.

22. OW, p. 68. C'est moi qui souligne.

16. Charles Tilly, *La France contestée, de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986. Depuis la réflexion s'est affinée : voir Mark Traugott (éd.), *Repertoires & Cycles of Collective Action*, Durham et Londres, Duke University Press, 1995 ; Lilian Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004 ; Éric Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2005.

17. OW, pp. 120-121.

18. OW, p. 111.

19. André Loez, Nicolas Mariot (dir.), *Obéir-désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte-CRIDA 14-18, 2008.

On peine à discerner cette « évidence ». Cette pratique consistant pour l'historien à chausser les lunettes de 2013 pour apprécier les comportements de 1940-1945 porte un nom : *l'histoire téléologique*. Elle écrit faux avec du vrai.

En l'occurrence, tenter d'approcher au plus près la réalité de l'expérience des hommes et des femmes de cette période non-ordinaire, cela nécessite en premier lieu de considérer les engagements appelés « entrées en résistance » dans ce qu'ils ont d'absolument spécifique : dans la guerre de partisans, en effet, il n'y a pas de front et souvent pas d'échappatoire : c'est la victoire, ou la mort, ou la déportation et la mort lente... C'est donc tout d'abord à cette aune que ce type d'engagement doit être apprécié. Autant dire que, du point de vue des risques encourus, l'assimilation qui est parfois faite entre résistants de l'intérieur et soldats de la France libre est assez spéculaire²³, même s'il est vrai que de nombreux jeunes souhaitant rejoindre les FFL sont tombés dans les mailles de la Gestapo en voulant passer la frontière espagnole dans les Pyrénées et ont été déportés. Ensuite, cela nécessite encore d'essayer de restituer aussi finement que possible l'extrême variété des situations individuelles et collectives, familiales et professionnelles, matérielles et sociales. Enfin, de tenter de restituer ces engagements

comme des processus inscrits dans des temporalités variables et qui, d'ailleurs, ne sont pas toujours linéaires, ni même toujours définitifs. À cet égard, mobiliser le concept du *penser double* si finement analysé par Pierre Laborie²⁴ et auquel il faudrait sans doute, dans certains cas, adjoindre un *agir double*, n'est pas inutile. Germaine Tillion, ethnologue, résistante, rescapée de Ravensbrück et inlassable chercheuse, ne disait d'ailleurs pas autre chose quand elle invitait les historiens à considérer, aussi, ceux qui ne disent mot mais n'en pensent pas moins²⁵. Pour ne citer qu'un exemple, une telle attention aurait épargné à OW de s'étonner du fait que les premières réquisitions de travailleurs forcés « ne provoqu[erent] pas instantanément de révolte »²⁶...

Hélas, au lieu de s'astreindre à une opération aussi délicate et, sans doute aussi, beaucoup plus incertaine en termes de dividendes médiatiques, OW a préféré emprunter au registre moral – et non éthique – pour mieux dénoncer du haut de sa chaire le « péché d'attentisme »²⁷ dont se serait montré coupable, selon lui, l'écrasante majorité des Français. Coupables qui s'ignoraient, les Français auraient aussi eu besoin « d'un commode alibi »²⁸... Pourtant, aucune classe, aucun groupe, aucune communauté, y compris la plus menacée d'entre elles par les nazis et

leurs zélés serviteurs, n'a totalement échappé à cette disposition d'esprit ici dénoncée comme un « péché d'attentisme »²⁹ ? Or, OW lui-même rappelle ailleurs que :

« loin de constater que l'État français menait une politique antisémite autonome, beaucoup de juifs crurent au départ qu'ils subissaient la pression de l'occupant »³⁰.

Ce n'est pas faux. Mais alors, si les juifs eux-mêmes crurent cela, comment les autres catégories de la population ne l'auraient-elles pas cru ? Une nouvelle fois l'historien prête un peu hâtivement aux hommes et aux femmes de l'Occupation son propre savoir sur Vichy, sur l'antisémitisme de l'État français et sur l'ampleur des crimes nazis. Pense-t-il sérieusement que les Français des « années sombres », une expression dont il raffole³¹, avaient lu Raul Hilberg³² ? Carlo Ginzburg, nous l'avons déjà souligné, appelle à penser « l'étrangement ». Tout cela suppose d'inscrire les prises de décisions des acteurs dans leur contemporanéité, pas dans la nôtre. À cet égard, et parmi de nombreux autres cas, le cheminement tragique d'une famille comme celle d'Hélène Berr est tout à fait symptomatique. Au-delà de

l'émotion légitime qu'il suscite chez tout lecteur, le magnifique témoignage de cette jeune femme donne accès à un certain nombre de clés de compréhension des comportements de l'époque qu'OW, tout à son entreprise de dénigrement systématique, se refuse à exploiter³³.

Cette culpabilisation rétrospective et globale des Français de l'Occupation n'est certes pas nouvelle et a connu plusieurs formes successives depuis l'expression utilisée par l'historien états-unien Robert Paxton qualifiant au début des années 1970 les Français qui « ne mettent pas en doute la légitimité du régime [de Vichy] et ne font pas d'opposition active » de « collaborateurs fonctionnels »³⁴, jusqu'à la notion « d'accommodation » proposée par Philippe Burrin quelques vingt années plus tard mais parvenant, au final, à la même conclusion couleur de gris :

« il ne s'agit pas de noyer dans la catégorie générale de l'accommodation la notion de collaboration, qui en fut la manifestation la plus marquée – c'est en quelque sorte l'accommodation élevée en politique –, mais d'embrasser toutes les formes de l'adaptation pour distinguer leur gradation et cerner les spécificités, pour ressaisir

23. Ce que confirme l'étude nuancée de Jean-François Muracciole, *Les Français libres*, op. cit., p. 267.

24. Pierre Laborie, *Les Français des années troubles*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001, pp. 34-37.

25. Germaine Tillion faisait en effet remarquer que l'employé ou l'ouvrier devant faire vivre sa famille avec sa paie « était ligoté sur place mais n'en pensait pas moins », *Le Nouvel Observateur*, 31 mai-6 juin 2007, cité in Pierre Laborie, *Le Chagrin et le venin*, op. cit., p. 261.

26. OW, p. 210.

27. OW, p. 104.

28. OW, p. 46. L'armée aussi, OW, p. 198.

29. Nicolas Mariot, Claire Zalc, *Face à la persécution. 991 juifs dans la guerre*, Paris, Odile Jacob-Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 2010. O. Wiewiorka connaît l'existence de cet ouvrage mais n'en tire aucun profit.

30. OW, p. 425.

31. J'ai relevé 53 occurrences de l'expression « l'armée des ombres ». Heureusement qu'il s'agit de démythifier !

32. Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, traduit de l'anglais par Marie-France de Paloméra, André Charpentier et Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Gallimard, Folio, 2006 [1985].

33. Hélène Berr, *Journal*, préface de Patrick Modiano, Paris, Tallandier, 2008.

34. Robert Paxton, *Vichy France. Old Guard and New Order 1940-1944*, New York, Columbia University Press, 1972, p. 235 ; traduction française : *La France de Vichy*, Paris, Seuil, « Points histoire », 1999 [1997 et 1972], pp. 287-288 ; passage commenté par Pierre Laborie, *Le Chagrin et le venin*, op. cit., p. 76, note 21.

la diversité des comportements et la complexité des motifs, pour restituer la vaste zone grise qui est, en fait, la tache de couleur dominante sur le tableau des années noires »³⁵.

Sans doute, l'analyse de Paxton, comme celle de Burrin plus récente, ont-elles souffert d'avoir été précoces et de n'avoir pu bénéficier de la lecture des nombreux travaux produits ces dernières années et notamment des éclairages des sciences sociales³⁶. OW n'a quant à lui pas cette excuse. Comme ses deux prédécesseurs, il homogénéise sensiblement l'ensemble de la société française à partir d'une *catégorie* générale, celle de « l'attentisme », qui n'exclut en définitive qu'une infime frange de la population, celle des résistants actifs et/ou armés d'un côté, celles des collaborationnistes et des collaborateurs de l'autre. Outrancièrement simplificatrice, cette catégorie n'éclaire pas notre appréhension du monde social en guerre. Revenons à cette remarque de bon sens émise par Pierre Laborie :

« Si tout ce qui n'est pas obéissance et soumission à l'occupant n'est pas résistance, ce qui n'est pas refus exprimé par une action de lutte n'est pas pour autant consentement, compromission ou complicité »³⁷.

On ne saurait mieux dire. D'ailleurs, et ce n'est pas le moins préoccupant, cette

remarque vaut aussi – et ô combien ! – pour l'histoire de la Première Guerre mondiale. En fait, la charge dénonciatrice d'OW s'inscrit dans un mouvement beaucoup plus large et aussi beaucoup plus profond de suspicion récurrente consistant à rejeter sur les citoyens ordinaires la responsabilité collective des horreurs et des crimes du XX^e siècle³⁸ et, pour ce siècle-ci, celle du taux de chômage, de la désaffection à l'égard du projet de construction européenne sans oublier le vote Front national... Mais restons un instant sur la question des *catégories* mobilisées dans ce livre car le problème est récurrent.

2. Des catégories sommaires pour une sociologie timorée

L'un des chapitres du livre est intitulé « Sociologies » ; cela part d'un bon réflexe, car trop d'études historiques se montrent, effectivement, peu soucieuses de situer socialement les acteurs sociaux qu'ils convoquent ; mais, hélas, que valent des catégories aussi englobantes, aussi homogénéisantes, aussi grossières, que : *les communistes, les socialistes, les ouvriers, les paysans, les catholiques, les protestants, les juifs, les militaires, les femmes ?* Autant de catégories molles et floues... D'ailleurs, dans ce tableau manquent encore *les athées, les oisifs, les rêveurs, les rentiers, les homosexuels* et sans doute

quelques autres que j'oublie. *Les indifférents*, par exemple...

Un anticommunisme daté

S'agissant plus particulièrement *des communistes*, vingt-cinq ans après la chute du mur de Berlin et l'implosion du système soviétique, il est non moins frappant de voir à quel point ce livre exhale encore un petit fumet de Guerre froide. Sans surprise, on retrouve évidemment la figure désormais imposée de l'énième dénonciation décontextualisée de la signature du pacte germano-soviétique. Pêle-mêle est ensuite reproché *aux communistes* d'avoir tardé à entrer en résistance et d'avoir dans un premier temps privilégié la lutte syndicale et anti-pétainiste : la grève massive déclenchée par les mineurs du Nord en mai 1941 n'est tout d'abord pas mise au crédit de l'esprit de résistance des militants et militantes communistes – cette concession n'intervient que plus tard dans le livre, p. 103 – ; dans un second temps, leur est aussi reproché (après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne) d'avoir mal choisi leurs modes d'action, les attentats individuels étant particulièrement décriés, j'y reviendrai. Les sinuosités, voire les contradictions du propos, donnent tout simplement le tournis : tantôt l'ampleur des arrestations des militants et des cadres est mise en exergue, tantôt l'atonie du Parti suscite l'étonnement réprobateur ; en même temps qu'est soulignée la rigidité des directives du Parti, on apprend qu'une « partie des cadres n'adhère pas

à la ligne suivie »³⁹ ; parmi eux, sont cités Hafez à Nantes, Tillon à Bordeaux ; ces deux communistes lancèrent en effet des appels très précoces à la lutte contre l'occupant (17-18 juin 40, contemporains donc de celui du général de Gaulle) ; mais, toujours selon OW, Tillon ne se serait finalement pas démarqué des directives du Parti... Quel dédale ! On s'y perd. L'auteur précise encore que des milliers de militants quittèrent le Parti et attribue implicitement ces départs à un rejet du pacte germano-soviétique, pure spéculation ; bien d'autres raisons et motivations ont pu entraîner de tels départs, ne serait-ce que la chasse aux communistes déclenchée par Daladier et amplifiée par Pétain ; mais, aussitôt cette précision donnée, elle est aussitôt relativisée par l'insinuation que ces militants en rupture de parti n'auraient, en vérité, pas totalement coupé le « cordon » avec la direction du Parti⁴⁰. Sans apporter encore la moindre preuve, leur loyauté aux mouvements et réseaux rejoints est ainsi mise en doute. Suspicion toujours.

Une nouvelle fois, comme s'il était impossible d'être communiste en dehors du Parti, ou d'être communiste tout en contrevenant aux consignes de sa direction, la catégorie mobilisée homogénéise le groupe décrit et s'avère impuissante à rendre compte de la variété des façons « d'être communiste ». S'il en était besoin, le cas emblématique du libérateur de Limoges, illustre pourtant suffisamment cette réalité : le communiste Georges Guingouin appelle en effet

35. Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1997 [1995], pp. 8-9.

36. On note toutefois que dans les différentes rééditions de son ouvrage, Paxton n'est jamais revenu sur ce point.

37. Pierre Laborie, *Le Chagrin et le venin, op. cit.*, p. 261.

38. On retrouve ici le procès intenté aux sociétés de 1914-1918 désignées coupables d'avoir « consenti » à la guerre, à sa violence et à sa durée, la guerre étant vécue comme un gigantesque laboratoire d'où serait advenu Auschwitz et ses cheminées. Voir le dossier de ce numéro d'*En Jeu*.

39. OW, p. 52.

40. OW, p. 48.

à la lutte dès août 40 et prend le maquis dès avril 41... Mais cela ne suffit pas ; le fait qu'il aurait conservé la confiance de ses supérieurs lui ôterait tout vrai mérite⁴¹. Le PCF ainsi décrit est un parti parfaitement homogène, monolithique, et les positionnements comme les choix de ses membres sont réduits à ceux de sa direction. Une telle assignation à une ligne de conduite univoque de milliers d'hommes et de femmes communistes ayant eu des trajectoires variées est également problématique. Elle empêche la prise en compte, d'une part, des contraintes spécifiques pesant alors sur les militants et sympathisants pourchassés depuis septembre 1939, et, d'autre part, des contraintes « ordinaires » pesant sur tout un chacun en cette période non ordinaire structurée par la défaite, l'effondrement des institutions républicaines, l'Occupation, les restrictions, sans oublier la peur. Contrairement à ce que croit OW les conflits de loyauté ne se réduisent pas au (faux) débat entre obéissance ou désobéissance aux directives du Parti. Aussi étonnant que cela puisse paraître, les communistes, eux aussi, sont alors des enfants, des parents, des époux, des travailleurs...

Dénigrement encore et toujours :

« Au début de 1941, la presse communiste, jusqu'alors d'une discrétion de violette, assortit ses attaques contre Vichy de piques contre l'Allemagne nazie »⁴²...

« Discrétion de violette » ! Quelle admissible expression. Mais s'agissant de la presse communiste, on est tenté de la retourner : pourquoi ne pas évoquer, par exemple, la brochure attribuée à Georges Politzer, philosophe, d'origine juive hongroise, proche de la direction du PCF ? Intitulée *Révolution et contre-révolution au XX^e siècle*, il s'agit pourtant d'une verte réponse au discours de Rosenberg prononcé devant l'Assemblée nationale. Rédigée en décembre 1940-janvier 1941, et tout en étant une ode à Staline et à l'URSS, cette critique en règle du nazisme, et particulièrement de son racisme a circulé à partir de mars 1941⁴³... C'est vrai que le rappeler obligerait à dénoircir le tableau !

Les mots pour dire les attentats individuels (communistes) : un cas de relativisme rampant

Selon OW qui, page après page, ne cesse de stigmatiser l'attentisme des Français et l'entrée tardive des communistes en résistance :

« plusieurs formes d'actions se révélaient problématiques, à commencer par l'exécution de soldats isolés. Préconisée par la mouvance communiste à partir du mois d'août 1941, cette méthode choqua profondément une frange du monde catholique... »⁴⁴

Que la pratique de ces attentats ait été problématique, cela ne fait guère de doute. Mais dans ce cas précis, le choix des mots ne mérite-t-il pas une attention redoublée ? Or, comme le montre

la citation ci-dessous, différents termes sont tour à tour utilisés pour (dis)qualifier les attentats :

« le 21 août 1941, un jeune communiste, Pierre Georges (Fabien), assassina ainsi un aspirant de la Kriegsmarine pris au hasard, Alfons Moser, à la station Barbès-Rochecouart. Le 20 octobre suivant, un commando envoyé à Nantes, composé notamment de Gilbert Brustlein et de Spartaco Guiso, exécuta le chef de la Feldkommandantur de Loire-Inférieure, le lieutenant-colonel Karl Hotz. Le lendemain, Pierre Ribières abattit à Bordeaux le conseiller juridique de l'Administration militaire, Hans Gottfried Reimers »⁴⁵.

Les mots ont un sens et sont porteurs à la fois d'un contexte et d'un point de vue. Chacun d'entre eux postule un univers⁴⁶. Et sauf à considérer que les mots sont interchangeables, que tout se vaut, « assassiner », « exécuter », « abattre », ce n'est certainement pas la même chose. Alors, pourquoi ce brouillage des images et des sens ? On se souvient que l'occupant et Vichy désignaient systématiquement les patriotes résistants sous le vocable stigmatisant de « terroristes », ou encore que le général SS Stroop ne voyait dans les jeunes insurgés juifs du ghetto de Varsovie que des « bandits » qu'il convenait d'exterminer. Employer le verbe « assassiner » pour qualifier l'acte de Pierre Georges, cela revient à criminaliser cet attentat, à le

mettre sur le même plan que les crimes de la Milice, de la Gestapo ou de la SS. Ne pouvant imaginer qu'un historien que l'on a vu si attentif à son vocabulaire ne fasse pas la différence, il faut donc supposer que le choix de ce terme lui paraît pertinent et participe de son entreprise de dénigrement systématique de la Résistance en général, de la Résistance communiste en particulier. Toutefois, et en définitive, le fait que le verbe « assassiner » n'ait pas été conservé pour dis(qualifier) les deux autres cas cités témoigne aussi d'un relativisme rampant mal assumé.

3. Le faux atout maître. D'une historiographie à l'autre, les fausses « querelles de chiffres »⁴⁷

Comme d'autres historiens avant lui, OW abaisse au terme de son réquisitoire ce qu'il considère sans doute, et à tort, comme étant l'atout maître censé emporter définitivement l'adhésion. Il croit pouvoir clore le débat en avançant le chiffre de l'engagement résistant. Il a d'ailleurs raison puisque ce procédé fascine les médias⁴⁸. S'agissant de la Grande Guerre, on se souvient que les taux effectivement très faibles de désertion et d'insoumission sont depuis plus de vingt ans avancés comme autant de preuves définitives du « consentement » des sociétés européennes à la guerre, à sa durée, à ses formes, à sa violence. C'est la thèse défendue par

45. OW, p. 143. C'est moi qui souligne.

46. Jorge Luis Borges, *Le Rapport de Brodie*, nouvelles traduites de l'espagnol par Françoise-Marie Rosset, Paris, Gallimard, 1972 [1970], « Préface », p. 8.

47. OW, p. 436.

48. OW n'a pas toujours ce souci du dénombrement ; ainsi, évoquant les juifs ayant rejoint la résistance ou la France libre, il se montre plutôt vague : « nombre de juifs qui par ailleurs luttèrent... ». Cela fait combien ? OW, p. 237.

les historiens culturalistes de la Grande Guerre emmenés par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker⁴⁹.

Tout à son entreprise de minimisation, OW estime quant à lui que « l'armée des ombres a au total rassemblé de 300 000 à 500 000 hommes et femmes ». Il semble que les historiens soient à peu près d'accord sur cette estimation chiffrée de la « Résistance-organisation » même si, on l'a vu, François Marcot et d'autres contestent cette approche profondément réductrice. Mais en tout état de cause, de quoi témoigne in fine le chiffre retenu par OW ?

Quantifier l'opposition, la rébellion, la dissidence, la mutinerie, la révolution, est toujours un exercice délicat pour un historien. Il ne s'agit donc pas de critiquer l'imprécision du chiffrage proposé ; en soi, il fournit un ordre de grandeur et c'est déjà beaucoup. Pour autant, même en acceptant de limiter le peuple résistant à 400 000 comme nous y invite OW – ce qui représente un engagement pour cent, un pour quarante si l'on considère la population âgée de 18 à 60 ans, sensiblement plus si l'on soustrait encore les 1,8 million de prisonniers de guerre composés d'hommes en âge et en capacité de se battre –, cette proportion effectivement minoritaire ne doit pas être

faussement interprétée. Car la question de savoir s'il s'agit d'un phénomène minoritaire ne se pose même pas. En réalité, ainsi que l'a souligné l'historien André Loez dans ses travaux récents consacrés aux mutins de 1917, toute mobilisation, toujours et partout, relève de l'exception numérique⁵⁰. La Résistance ne pouvait être qu'un phénomène minoritaire. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, encore moins de s'en offusquer ou de s'en moquer. Une remarque similaire peut être formulée concernant le réfractariat au STO, une majorité estimée à trois quarts ayant esquivé le départ forcé en Allemagne sans pour autant rejoindre un maquis⁵¹. Cela fait tout de même un réfractaire-maquisard sur quatre⁵²... Précisément, les historiens qui comme Loez sont particulièrement bien au fait des acquis des sciences sociales⁵³ situent « le niveau ordinaire des mobilisations sociales à l'époque contemporaine, y compris lorsqu'il est moins coûteux de protester et d'agir » entre un pour quinze ou un pour vingt. Dans ces conditions, la lecture qui est faite de ce phénomène minoritaire que fut la Résistance est assez dépassée. Durant l'occupation nazie, la mobilisation des Français, y compris dans le format le plus réducteur retenu par OW, fut en réalité assez similaire à

celles observées en France depuis 1789. En revanche, si l'on y ajoute la frange la plus active de la Résistance-mouvement, la Résistance fut effectivement un des plus grands moments de mobilisation sociale et citoyenne qu'ait connu la France contemporaine. Ajoutons encore que le caractère minoritaire de la Résistance n'en fait pas pour autant un phénomène minime. Loin de là. À l'inverse, l'ampleur de cette auto-mobilisation ne signifie pas que la Résistance, seule, aurait été capable d'inverser le cours de la guerre et de libérer la France.

Un mot encore concernant « l'antisémitisme » de la Résistance. S'agissant d'une question aussi sensible, OW rappelle que la Résistance étant l'émanation de la société, elle en partage ses préjugés à l'égard des juifs ; c'est incontestable. Il rappelle ensuite que :

« De nombreux résistants, enfin, ne percevaient ni la singularité ni la gravité de la menace. Fidèles à la conception égalitaire de la République, ils refusaient d'établir une distinction, et a fortiori une hiérarchie entre les victimes, à l'heure où la France entière subissait le joug de l'occupant. »⁵⁴

Nous sommes également d'accord sur ces deux points complémentaires. Cependant, ces considérations ne font pas dévier l'auteur de sa trajectoire de dénigrement. Et c'est arcbuté sur les travaux peu nuancés de l'historienne Renée Poznanski qu'il fustige cette conception républicaine de la société :

« Du coup, en optant pour la prudence, "les mouvements de Résistance renonçaient à exercer un rôle de direction idéologique ou spirituelle sur la question de l'antisémitisme, préférant se plier aux tendances qu'ils soupçonnaient d'être fortement ancrées dans l'opinion". »⁵⁵

Le plus curieux en cette affaire, si l'on peut dire, c'est qu'OW admet un peu plus loin que les juifs ayant rejoint mouvements, réseaux et les formations de la France libre n'auraient pour leur part « jamais tenté d'infléchir la politique de leurs mouvements dans le sens d'une action visant à sauver les juifs ». ⁵⁶

Cela peut signifier deux choses : tout d'abord, qu'un certain nombre de juifs de cette époque partageaient la conception républicaine et universaliste de la société et que cette conception structurait en grande partie la Résistance ; ensuite, que les juifs ayant rejoint les rangs de la Résistance ne se reconnaissaient aucunement dans l'assignation identitaire strictement communautaire que voudrait leur imposer, à une distance de soixantedix ans, l'historien de 2013. OW poursuit :

« Le gros de la communauté juive, en revanche, échappa à la mort en se cachant, grâce à l'aide apportée par des milliers de Français »⁵⁷ ; « [...] la majorité des juifs furent secourus par des gens ordinaires que révoltait le sort réservé à ces hommes, à ces femmes et à ces enfants. Pour la France, le mémorial israélien de Yad Vashem a distingué

54. OW, p. 230.

55. OW, p. 233.

56. OW, p. 237.

57. OW, p. 234.

49. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

50. André Loez, *14-18. Les Refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, « Folio », 2010, pp. 200-201.

51. Sur la question des maquis en général et celui des Glières en particulier, je renvoie à la recension des ouvrages de Claude Barbier par Charles Heimberg dans ce volume (p. 167) et à la mise au point précieuse de Jean-Marie Guillon, « De l'histoire de la Résistance à l'histoire des Glières, un enjeu scientifique et symbolique », postface de la réédition du livre publié par l'association des Glières, *Vivre Libre ou Mourir. Plateau des Glières, Haute-Savoie 1944*, 2014 [1946].

52. OW, p. 214.

53. Mancur Olson, *The Logic of Collective Action. Public Goods and Theory of Groups*, Cambridge [États-Unis], Harvard University Press, 1965 ; Mark Lichbach, *The Rebel's Dilemma*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995 ; Daniel Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007.

environ 2 000 Justes des nations, mais ce titre n'honore qu'une minorité des milliers d'anonymes qui aidèrent les proscrits à se dissimuler ou à franchir la frontière franco-suisse. **Ne forçons cependant pas le trait en assimilant les juifs à des mineurs incapables de prendre leur destin en main. Beaucoup se sauvèrent eux-mêmes, en mobilisant leurs relations familiales, professionnelles ou amicales pour se mettre à l'abri, en zone libre souvent, dans la zone d'occupation italienne à partir de novembre 1942, voire en Suisse...** »⁵⁸

Force est de constater que, même sur cette question, l'habituel procédé rhétorique est toujours à l'œuvre. OW ne précise évidemment pas *qui* aurait assimilé « les juifs à des mineurs incapables de se prendre en main ». Il évoque ensuite l'étude effectivement très éclairante que Nicolas Mariot et Claire Zalc ont récemment consacrée aux juifs lensois et en retient ceci :

« Plusieurs juifs lensois payèrent par exemple des passeurs pour s'enfuir au pays de Calvin sans que des organisations ne les épaulent. »

C'est exact, mais très insuffisant. Quel dommage que cet exemple ne soit pas davantage commenté. C'était une bonne occasion d'illustrer une réalité sociale contrastée que la catégorie englobante et homogénéisante – « les juifs » – occulte totalement. C'est un fait observable et en l'occurrence fréquemment observé que, face aux difficultés et aux menaces,

le *champ des possibles* est un peu plus ouvert pour certains que pour d'autres. Ce n'est faire injure à personne que de dire que tout le monde n'a évidemment pas la capacité de payer un passeur ou des faux-papiers. Les réponses apportées à la menace nazie ne relèvent pas seulement et simplement d'un choix entre fuir et ne pas fuir. Elles ne relèvent pas davantage de je ne sais quel « atavisme » particulier aux juifs comme cela a pu être hélas également formulé par le passé⁵⁹. Non, ce que montre l'étude de cas micro-sociologique de Mariot et Zalc, c'est bien la capacité différentielle des juifs lensois à prendre conscience du danger et à s'enfuir⁶⁰. En cela, ils ne différaient aucunement des autres citoyens. Les plus fortunés d'entre eux, ou encore les personnes seules et non chargées de famille, disposaient de moyens matériels et d'une autonomie supérieurs. Cela ne signifie pas pour autant que les moins fortunés aient forcément été les moins capables d'apprécier la menace à sa juste mesure ni de tenter quelque chose pour se mettre à l'abri. La réalité complexe est effectivement complexe à appréhender...

En définitive, ce que montre avant tout cette histoire de la Résistance en minuscule, c'est qu'un historien disposant d'une documentation considérable et souvent impeccable peut fort bien écrire un livre faux. À dire vrai, ce n'est pas une consolation, on le savait déjà.

Frédéric Rousseau

RÉSISTANCE ET LIBÉRATION EN HAUTE-SAVOIE, UN RELATIVISME ET UN BROUILLAGE MÉMORIEL À GÉOMÉTRIE VARIABLE¹

Claude Barbier, *Le Maquis de Glières. Mythe et réalité*, Paris, Perrin, 2014, 480 p.

Claude Barbier, *Crimes de guerre à Habère-Lullin*, Saint-Julien-en-Genevois, La Saléviennaise, 2013, 450 p.

Les interventions publiques de Claude Barbier dans le contexte haut-savoyard constituent un très bon exemple de la dérive relativiste qui s'observe autour de l'histoire et des mémoires des années de l'Occupation, de la Résistance et de la Libération. Qui plus est, des différences significatives s'observent entre le titre de son travail doctoral sur le maquis des Glières², celui du livre qu'il en a tiré en ajoutant à son propos dans le titre les notions de mythe et de réalité, un autre ouvrage encore plus problématique qui met sur le même plan des événements qui sont fondamentalement différents et une série de conférences tapageuses qu'il a données dans la région.

Beaucoup de dégâts dans l'espace public

Les propos de Claude Barbier dans la presse laissaient entrevoir de fracassantes révélations. Un « mythe » allait véritablement s'écrouler. On allait enfin apprendre la vérité vraie sur

les faits survenus sur le plateau des Glières. Par exemple que les hommes qui s'y trouvaient entre février et mars 1944 n'y étaient d'abord montés que pour se cacher (sic), comme il l'a affirmé en septembre 2012 dans le quotidien suisse *Le Temps* : « On a dit que c'était pour recevoir des parachutages d'armes par les Alliés que le maquis s'est formé, c'est faux, la raison première pour laquelle on a rejoint Glières, c'est pour échapper au STO et se cacher. »³

Ainsi, depuis novembre 2011 et la soutenance de sa thèse, Claude Barbier s'est fait l'auteur de déclarations à l'emporte-pièce de part et d'autre de la frontière franco-suisse. Citons par exemple le cas de *La Voix des Allobroges* du 2 janvier 2012⁴ dans laquelle un rédacteur annonce que « le combat sans merci des Glières est une pure invention, qui a été bien utile pour alimenter le mythe de la résistance française en fabriquant une mémoire qui n'a que peu à voir avec l'histoire. Ce que lâche notre invité du jour, Claude Barbier, relève ainsi de la bombe mémorielle. Une déflagration qui remettrait l'histoire à sa place ». Un peu plus loin, c'est Barbier lui-même qui s'en explique en ces termes : ayant été « contredit sur des choses pour lesquelles j'étais plus compétent que les gens qui me critiquaient, j'ai voulu sortir de là par le haut, d'où l'idée de faire une thèse, en cherchant à avoir le meilleur

1. Cette recension reprend tout ou partie de deux billets publiés en janvier et mars 2014 sur <http://blogs.mediapart.fr/blog/charles-heimberg>, consulté le 24 mai 2014.

2. Claude Barbier, *Des « événements de Haute-Savoie » à Glières, mars 1943-mai 1944 : action et répression du maquis savoyard*, thèse de doctorat soutenue à la Sorbonne le 16 novembre 2011.

3. *Le Temps*, 14 septembre 2012. Cet article faisait suite à une conférence donnée par Claude Barbier à la Société militaire de Genève le 4 septembre précédent.

4. <http://www.lavoixdesallobroges.org/histoire/461-itw-claude-barbier-sur-le-mythe-de-glieres>, consulté le 14 mars 2014.

directeur qui soit. Le plus loin possible de la Haute-Savoie. » Il précise encore, par une drôle de formule, avoir trouvé ce directeur de thèse, en l'occurrence « un prof de Normal Sup qui fait partie de la belle aristocratie intellectuelle française »⁵.

Aujourd'hui, avec la sortie du livre *Le Maquis de Glières. Mythe et réalité*, qui a obtenu un label du ministère de la Défense (sic), Claude Barbier est plus présent que jamais dans l'espace public et médiatique en revendiquant une méthode historique et de l'objectivité : « J'établis les faits », s'exclame-t-il ; tout en admettant aussi qu'un « certain discours mémoriel des événements des Glières ne peut être qu'affecté » ; mais il ne pense pas remettre « en cause le caractère valeureux » des maquisards. Ainsi, comme le précise l'auteur de cet article de *L'Essor savoyard* du 20 février 2014, « [Claude Barbier étaye son travail] par des archives (françaises bien sûr, mais aussi britanniques, américaines, suisses et allemandes) et des recherches dont il vante la minutie et la rigueur. S'il ne veut pas tomber dans le jeu de la polémique, [il] se défend. Et plaide pour une démarche visant à s'éloigner de "la trame légendaire" de Glières et à favoriser la stricte objectivité au détriment "d'une lecture plus encline

à privilégier la mémoire que l'histoire". En bref, résume-t-il, il s'est borné à décortiquer des faits, en les dépouillant du mythe qui les entoure. »⁶

Prudence et minimisation dans l'ouvrage

Examinons maintenant ce livre sur les Glières. Il contient de nombreuses informations et reconstructions, appuyées comme il se doit par de non moins nombreuses références. C'est un travail de recherche. Mais il apparaît très vite qu'aussi bien son ton que ses contenus se situent en retrait des déclarations publiques antérieures de son auteur. Par ailleurs, en termes de mise à jour factuelle de certaines exagérations narratives, le lecteur averti n'y découvrira pas vraiment grand-chose qui n'ait pas été déjà établi par d'autres chercheurs que l'auteur ne prend pas tous en compte⁷.

Une lecture plus attentive est alors nécessaire pour aboutir à un autre constat : un recours aux archives, mais aussi parfois à des témoignages, permet à ce livre de fournir une série d'informations sur l'histoire de l'organisation et de la vie quotidienne des hommes du maquis sur le Plateau et de restituer effectivement de nombreuses données factuelles. Toutefois, leur présentation

paraît parfois biaisée ou discutable. C'est le cas par exemple à propos des motivations des maquisards montés sur le Plateau (pp. 140-147), l'auteur affirmant sans vraiment convaincre qu'une fonction de refuge aurait d'abord prévalu. Il minimise également l'engagement et la prise de risque des résistants dans les semaines précédant le 26 mars 1944 en invoquant le manque d'équipement et de motivation de leurs adversaires (pp. 360-361) ; il parle de « répressions », au pluriel, intégrant potentiellement les faits de l'épuration pour induire des propos relativistes n'ayant aucune pertinence. Ainsi évoque-t-il (pp. 302-310) la répression des « réprimants » avant même d'avoir établi un bilan des victimes du maquis des Glières. Il reste cependant relativement prudent. Ainsi, sur les raisons qui ont poussé les maquisards à rejoindre le Plateau, il se montre quand même moins catégorique que dans la presse suisse, mentionnant à la fois le fait de se cacher et celui de recevoir des armes (p. 363). Cela dit, dès qu'il le peut, il s'efforce de réduire la valeur de l'action des maquisards : « Cette affaire de Glières ne prépara pas – ô combien non ! – la libération du département » (p. 316) ; elle n'a pas fait comprendre aux Alliés qu'il fallait armer la Résistance (p. 332) ; etc. Il y a donc bien une dimension de parti pris dans cet ouvrage au-delà de tout ce dont il nous informe.

Mythe et réalité : une question peu traitée

Ce qu'il nous faut souligner, par ailleurs, c'est que cette étude ne tient pas les promesses de son sous-titre, les notions de

« mythe » et de « réalité » ne pouvant se traiter au seul prisme de données factuelles, sans une réflexion sérieuse sur la dynamique et les fonctions dudit mythe, sans en établir une description critique à partir de sources orales qui donnent accès à ceux qui l'ont produit ; et en passant trop rapidement sur une évolution des mémoires qui ne saurait par ailleurs se résumer à cette « gangue mémorielle » (sic) dont il est question dans l'introduction, l'auteur prétendant en avoir dépouillé « ce drame [...] en privilégiant toujours la rigueur des faits » (p. 19).

L'ouvrage évoque en tout cas de manière bien rapide la construction immédiate et dans la durée des souvenirs et des mémoires, seules quelques pages portant sur les dernières décennies. « Les faits, seulement les faits », et loin de la « gangue mémorielle », nous dit en substance Claude Barbier, ce dernier terme étant particulièrement malvenu et révélateur de l'état d'esprit de son auteur. Mais alors, comment est-il possible d'examiner sérieusement les notions de « mythe et réalité » si ces récits d'épopée de l'histoire-mémoire ne sont pas finement restitués, sans les stigmatiser a priori, en les situant dans la pleine complexité de leurs fonctions symboliques et de reconnaissance ? Comment déconstruire un prétendu mythe sans le donner sérieusement à voir dans toutes ses composantes et dans toute sa complexité ? Et comment le mettre à distance, l'interroger avec rigueur, en considérant en même temps l'impérieuse nécessité pour les acteurs qui sont censés s'y référer de préserver le souvenir de ce qui a été accompli et celui de leurs camarades disparus, en

5. Il s'agit d'Olivier Wiewiorka, un chercheur qui a lui-même écrit, dans son dernier livre (*Histoire de la Résistance 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013), en référence explicite à la thèse de Claude Barbier, que les maquisards des Glières y étaient montés pour se « réfugier » (p. 347) et qu'il n'y avait pas eu de « bataille » aux Glières (p. 351).

6. http://www.lessonsavoyard.fr/Actualite/Annecy/2014/02/26/article_glieres_le_retour_de_la_polemique.shtml, consulté le 14 mars 2014.

7. Voir notamment Alain Dalotel, *Le Maquis des Glières*, Paris, Plon, 1992 ; Jean-Louis Crémieux-Brihac, *La Bataille des Glières et la guerre psychologique. Glières - février-mars 1944*, Annecy, Association des Glières, 2004 (réédition d'un article paru en 1975 dans la *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, avec une préface et une postface de Jacques Golliet) ; Gil Emprin, « Les associations d'anciens résistants et l'écriture de l'Histoire : Glières, une historiographie sous tutelle ? », in Laurent Douzou (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, pp. 187-199 ; Marina Guichard-Croset, *La Construction d'une mémoire collective de la Résistance en Haute-Savoie : les Glières*, thèse de doctorat, Saint-Étienne, Université de Saint-Étienne, 2011.

particulier dans le contexte inquiet de la disparition annoncée des témoins ?

En outre, suffit-il vraiment en histoire d'en appeler à la « rigueur des faits » ? Ce n'est pas si simple et ce n'est pas suffisant. Lucien Febvre avait rejeté en son temps l'idée qu'il ne puisse y avoir d'histoire que basée sur des documents ou des événements. Il défendait le point de vue qu'il y avait d'autres moyens pour la connaître : « Tous ceux qui s'en occupent le savent, tous ceux qui s'ingénient non pas à transcrire du document mais à reconstituer du passé avec tout un jeu de disciplines convergentes s'appuyant, s'étayant, se suppléant l'une l'autre ; et votre devoir d'historien, c'est précisément de soutenir leur effort, de le décrire, de le promouvoir le plus possible. »⁸ Ainsi, l'histoire de la Résistance, dans sa singularité, requiert une pluralité d'outils et de niveaux de lecture, notamment pour l'analyse de ce que les survivants ont dit ou écrit de leur expérience afin de rendre justice aux sacrifiés et de se faire comprendre.

Claude Barbier parvient sans doute à rendre compte de ses recherches en archives, mais il ne réussit guère à les mettre en perspective ni à leur donner du sens, pris lui-même dans le déploiement idéologique d'une contre-mémoire qui brouille notre rapport critique au passé. Cela l'empêche de prendre suffisamment en compte la parole des acteurs résistants. Et ce n'est pas une référence brève et assez superficielle aux réflexions de Paul Veyne sur les

mythes en toute fin de volume (p. 363) qui peut lui suffire pour traiter sérieusement cette problématique. En outre, l'auteur ne rend pas complètement justice à la dimension de réalité du récit-épopée de la première époque, soit le fait, en amont de l'échec du 26 mars 1944, d'avoir effectivement investi le plateau des Glières et de l'avoir défendu pendant quelques semaines dans l'attente d'autres parachutages. Quant à la forte valeur symbolique de ce qui a été accompli aux Glières et à sa signification au-delà des faits et après eux, il passe forcément à côté.

L'histoire et la mémoire des Glières se réaffirment

Ce livre de Claude Barbier sur le maquis des Glières⁹ est contestable à un autre niveau encore. En effet, ceux-là mêmes qu'il nous présente comme les « gardiens » d'une prétendue mystification ne sont pas aussi mal placés qu'il le laisse entendre en matière de développement d'une histoire-mémoire rigoureuse. En effet, les récits épiques de l'immédiat après-guerre, nourris qu'ils ont été, dès le moment des faits, par l'expression de la guerre psychologique et radiophonique, ont été désormais mis à distance, sans les dépouiller pour autant de leurs fonctions symbolique et civique, par les milieux qui défendent cette mémoire. Nous en voulons pour preuve la récente réédition, en cette année commémorative, du bel ouvrage des rescapés de 1946 :

« Dans le cadre de ce 70^e anniversaire, l'Association des Glières, qui œuvre avec ferveur et fidélité pour la mémoire et la transmission du patrimoine des Glières, réédite le livre écrit dès 1946 par les rescapés des Glières alors sous le titre : "Glières Haute-Savoie 31 janvier-26 mars 1944" et sous-titré "Première bataille de la Résistance" »¹⁰. Pour cette réédition qui comprend une préface du grand témoin et historien Jean-Louis Crémieux-Brilhac ainsi qu'une postface de l'historien Jean-Marie Guillon, un autre titre a été choisi dont l'énoncé est significatif : *Vivre libre ou mourir. Plateau des Glières Haute-Savoie 1944*¹¹. L'ouvrage comprend des parties en papier blanc rédigées dans le contexte de ce 70^e anniversaire et une partie en papier ivoire qui reproduit le texte original. Son appareil critique rend également compte de l'évolution de la manière dont l'Association des Glières présente les faits et leur signification, en tenant compte des travaux des historiens. Quant à la stimulante postface de Jean-Marie Guillon, elle exprime fort bien ce qu'est le travail de l'histoire en termes de critique des sources, d'interaction entre histoire et mémoires, et surtout de construction d'une intelligibilité du passé dans toute sa profondeur et dans toute sa complexité :

« La tâche de l'historien est de restituer les événements passés, dans toutes leurs dimensions, de compléter grâce à des sources nouvelles des versions

antérieures ou de les rectifier si erreurs il y a eu, mais elle est surtout de comprendre et faire comprendre. Il est nécessaire de rétablir, par exemple, la réalité des chiffres, en général erronés, souvent excessifs, qui ont été diffusés pour soulever la colère ou l'enthousiasme, pour des raisons de propagande, et qui ont été rarement rectifiés par la suite. Il est normal de restituer les événements et de les ramener à des dimensions plus modestes quand il y a lieu. Mais faire de l'histoire n'est pas collecter les "faits", sans se demander ce qu'est un fait, sans s'interroger sur les niveaux de perception, sur les motivations et les grilles de lecture des divers acteurs ou commentateurs, sans questionner toutes les sources, y compris celles qui paraissent les plus "objectives" (notamment lorsqu'elles sont fabriquées sur le champ avec des intentions qu'il faut percer, des rédacteurs et des destinataires dont il faut connaître les calculs ou les responsabilités).

On en revient toujours à Marc Bloch qui relevait que, "longtemps, l'historien a passé pour une manière de juge des Enfers, chargé de distribuer aux héros morts éloge ou blâme", or, "à force de juger, on finit presque fatalement par perdre jusqu'au goût d'expliquer". Marc Bloch a été l'un des premiers à s'intéresser aux rumeurs de guerre dont il était le témoin alors qu'il se trouvait sur le front entre 1914 et 1918. Il en a repéré les ressorts et en a cherché le sens. La réalité de la guerre, des combats, les motivations des poilus, leurs attitudes

8. Lucien Febvre, « Combats pour l'histoire », in *Vivre l'histoire*, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 2009 [1953], pp. 64-65.

9. L'auteur écrit « de Glières », mais cela ne change rien au fond du problème contrairement à ce qu'il prétend sur un ton sentencieux.

10. Citation tirée du dossier de presse *Glières, un patrimoine pour la Haute-Savoie et pour la France* présentant en février 2014 cette réédition de l'ouvrage de 1946.

11. Diffusion : Montmélian, La Fontaine de Siloé, 2014.

ne sont pas pour autant disqualifiées par ces "légendes de guerre". En repérant et "déconstruisant", Marc Bloch cherchait avant tout à éclairer la psychologie, les sentiments, les croyances des combattants. À sa suite, le travail historique considère les récits, légendaires ou non, comme un matériel, une source dont il doit faire, comme pour toutes les sources, l'analyse critique. »¹²

Volonté d'expliquer, tentative de comprendre, mais sans manquer non plus de rester à l'écoute des acteurs ; capacité aussi de s'en tenir simultanément à différents niveaux de lecture : ce sont bien là, en effet, quelques-unes des conditions qui permettent de faire véritablement de l'histoire.

L'oubli de la complexité

Mais revenons au livre de Claude Barbier. Ce travail passe à côté d'une analyse critique un tant soit peu argumentée de la notion de mythe, de ses usages et de ses fonctions. Et il nous en dit finalement très peu sur cette mémoire qu'il voue par principe aux gémonies. Par ailleurs, les limites de cet ouvrage sur les Glières s'inscrivent sans doute aussi dans deux postures historiographiques qu'il y aurait lieu de discuter.

La première se caractérise par le fait de considérer l'histoire de la Résistance dans une acception restreinte, limitée à la seule dimension strictement organisationnelle. François Marcot, dans un article récent, montre pourtant l'intérêt

d'une approche qui soit davantage attentive à la complexité des faits et des engagements. Il a « proposé une conception globale de la Résistance formée de deux cercles concentriques, aux limites floues : une Résistance-organisation, qui ne comprend de toute évidence qu'une toute petite minorité, et une Résistance-mouvement sociale qui l'englobe »¹³. Cette conception permet de prendre en compte le rôle de tous les acteurs dans la complexité de leurs postures ; et surtout de traiter plus finement la question des liens « multiples et complexes » entre « la Résistance et la population ».

La seconde consiste à négliger par principe l'apport des témoignages au profit des seuls documents d'archives, même si ces derniers comprennent aussi des dépositions de témoins dont il faudrait interroger les conditions de production. L'idée n'est pas ici de se référer seulement aux témoignages ; mais l'étude d'un mouvement clandestin et de ses liens avec la population ne saurait se passer de la complémentarité et du croisement de ces deux types de sources. Certes, l'usage critique des témoignages, leur analyse et les critères de choix des acteurs à inclure dans l'enquête posent a priori des problèmes complexes. Mais il n'en reste pas moins, souligne Laurent Douzou, « qu'une histoire de la Résistance a été écrite et tissée à partir d'une trame établie par les efforts conjugués (sinon toujours convergents) des acteurs et des historiens.

Nul ne pourra à l'avenir écrire sans faire fond, d'une manière ou d'une autre, sur ce legs et sans réfléchir à ses multiples implications ». Certes, ajoute-t-il, une « conscience critique aigüe » s'est imposée aux historiens et est sans doute « salutaire. Non point tant en raison de la défiance dont elle est porteuse à l'endroit d'une dimension légendaire [...] indissociable de la nature même de cette histoire singulière. Mais bien plutôt en ce qu'elle permet justement de faire toute leur place à de fortes représentations qui expliquent, pour une bonne part, que des femmes et des hommes aient pu mettre leur vie dans la balance sans autre espoir que de la faire pencher du côté de fortes valeurs éthiques. »¹⁴

L'opération de dénigrement de la Résistance et de brouillage relativiste des mémoires de Claude Barbier s'était toutefois déjà manifestée d'une manière bien plus problématique encore quelques semaines avant la parution du livre tiré de sa thèse avec la sortie d'un autre livre consacré au village d'Habère-Lullin.

Brouillage mémoriel sur la Haute-Savoie

11 janvier 2014, Habère-Lullin, Haute-Savoie : ce jour-là, un livre a été présenté à la population par son auteur, Claude Barbier. Il évoque, en les plaçant sur un même plan, deux « crimes de guerre » survenus dans ce village, d'abord un massacre nazi contre un bal de jeunes gens et, ensuite, une exécution de policiers et militaires nazis par la Résistance. Il contribue ainsi à obscurcir l'intelligibilité de cette période dramatique.

Crimes de guerre à Habère-Lullin mentionne sur sa couverture les dates du 26 décembre 1943 et du 2 septembre 1944. La première concerne un massacre nazi perpétré dans le château du village où se déroulait un bal : 24 jeunes sont exécutés, de même que le fruitier local ; d'autres jeunes seront déportés, dont 6 ne reviendront pas, ce qui fait 31 victimes. La seconde date, mise sur le même plan, est celle de l'exécution, au même endroit, de 40 policiers ou militaires allemands et nazis, dans le contexte immédiat de la libération de la région (Lyon n'était alors pas encore libérée). Ce titre-choc et cette couverture relèvent d'un certain sensationnalisme et ne donnent pas belle allure à cet ouvrage paru avec le soutien de la municipalité d'Habère-Lullin. Son auteur, Claude Barbier, ne manque pourtant pas de faire savoir qu'il a soutenu une thèse de doctorat à l'université Paris I, Panthéon-Sorbonne. Mais cet ouvrage-ci, bien documenté et qui propose même quelques témoignages qui interpellent, mais sans qu'ils soient vraiment analysés, se présente comme un réquisitoire contre la Résistance, sans guère de nuance et sans les points d'interrogation qui auraient été nécessaires.

Soulignons d'emblée qu'en histoire, il n'y a pas de questions taboues et que celles qui sont posées ici sont tout à fait légitimes ; comme le sont celles qui portent sur l'épuration ou la tonte de femmes à la Libération. Ce sont là toutefois des questions délicates qui

12. Jean-Marie Guillon, « De l'histoire de la Résistance à l'histoire des Glières. La Résistance dans la mémoire collective », in *Vivre libre ou mourir...*, op. cit., pp. 209-237, pp. 219-220 pour la citation. L'auteur tire les propos de Marc Bloch de son ouvrage *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, Cahiers des Annales, 4^e édition de ce texte publié à titre posthume, 1960, p. 70.

13. François Marcot, « Comment écrire l'histoire de la Résistance ? », *Le Débat*, n° 177, 2013/5, pp. 173-185, p. 174.

14. Laurent Douzou, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Paris, Seuil, « Points histoire », 2005, pp. 284 et 286. Voir aussi Pierre Laborie, « Acteurs et témoins dans l'écriture de l'histoire de la Résistance », in Laurent Douzou (dir), *Faire l'histoire...*, op. cit., pp. 81-94.

nécessitent une véritable posture historique consistant à établir les faits et leurs aspects contrastés en les questionnant avec nuance, sans céder au relativisme ni au jugement à l'emporte-pièce. Le contexte de cette sortie de guerre, entre soulagement pour sa propre survie et réactions diverses à la perte de tous les disparus, dont beaucoup étaient encore déportés, ne justifie pas tous les comportements, et moins encore toutes les vengeances. Toutefois, ce questionnement critique ne doit pas non plus se développer sans tenir compte sérieusement des conditions dramatiques de l'époque, de l'incertitude de ce temps, et surtout de l'ampleur des crimes commis par le régime nazi et ceux qui l'ont servi.

Relativiste et peu éclairant

Avec ces deux dates mises sur le même plan, la couverture du livre de Claude Barbier est relativiste. Mais quand on le lit, quand on l'entend, c'est plus discutabile encore. Son attention se porte en effet bien davantage sur la dénonciation de ce qu'il considère comme des fautes de la Résistance, qu'il met systématiquement en exergue, que sur les crimes de masse du national-socialisme et des collaborateurs français.

Son évocation du massacre de décembre 1943 vise ainsi surtout à établir l'innocence d'un couple qui se trouvait dans les parages d'Habère-Lullin, la Marseillaise et son époux, couple qui a été exécuté par la Résistance quelques jours plus tard, parce que suspecté d'avoir dénoncé le bal. Ce fait mène Claude Barbier à évoquer non pas 31, mais 33 victimes de la tragédie de

Noël 1943. Or, sa démonstration établit la probable culpabilité d'autres individus, outre celle évidente, mentionnée dans tous les récits, de Guy Cazeaux, jugé, condamné et exécuté quelques années plus tard. Mais, tout compte fait, elle ne permet pas d'innocenter complètement et sans doute possible les deux personnes en question.

Quant à l'exécution du 2 septembre 1944, Claude Barbier en reconstruit partiellement la dynamique, en relation notamment avec le rôle qu'a joué, et surtout que n'a pas pu jouer dans cette affaire, le Comité international de la Croix-Rouge. Là aussi, son récit apporte de nombreux éléments documentaires rendant compte de la complexité d'une situation qui pose au fond la question de l'insuffisance des conventions internationales qui ne concernaient à cette époque que les militaires reconnus comme tels, à l'exclusion de la Résistance et des populations civiles. Cette absence de protection pour les combattants du maquis était au cœur des négociations en cours dans le contexte immédiat de la Libération, aussi bien pour tenter de sauver des otages que pour protéger d'éventuels prisonniers à venir. Ce problème ne pouvait sans doute pas être réglé à court terme. En outre, les modes de communication de ces années de guerre laissent ouvertes bien des questions. En effet, un ordre d'exécuter des prisonniers avait émané des nouvelles autorités de la Libération, mais c'était dans le but de faire libérer des otages du fort de Montluc à Lyon, qui l'ont été avant le 2 septembre. Dès lors, cette exécution aurait-elle pu être évitée ? La question n'est pas illégitime.

Mais la réponse que Barbier lui apporte, sous la forme d'une condamnation sans nuance de la Résistance, porte un jugement qui, encore une fois, ne tient aucun compte du contexte, de la réalité de l'époque, de sa complexité et de son caractère encore incertain. Elle néglige aussi une autre incertitude, celle qui caractérise les recherches qui sont encore possibles.

Cet ouvrage est donc non seulement relativiste, mais il est peu éclairant. Il s'en tient à des réponses tranchées ne laissant guère de place au doute. Ainsi, il n'aide pas à comprendre cette période moins tragique. Il affirme pourtant son caractère scientifique en rejetant toute dimension mémorielle. Mais c'est précisément sur cet aspect qu'il ne convainc pas, car il se présente bien davantage comme un livre de contre-mémoire que comme un livre d'histoire critique.

Ni novateur, ni pertinent

L'ouvrage de Claude Barbier se veut pourtant novateur. Il entend mettre à jour la violence que connut la Haute-Savoie durant cette période. Et il précise même que « c'est plus précisément la violence endogène, celle dont les habitants de la Haute-Savoie étaient les auteurs qui nous interpelle. Très largement occultée, si ce n'est niée dans la littérature, elle est pourtant une réalité sur laquelle il convenait de se pencher. »¹⁵

L'auteur n'est toutefois pas le premier à s'être posé ces questions. Au début

des années 1990, un documentaire en deux parties d'Olivier Doat et de Denis Chegaray, *Haute-Savoie 1944*¹⁶, interrogeait d'anciens résistants et montrait combien le souvenir de cette violence continuait de les préoccuper. Il leur posait la question de la violence, et celle de savoir si elle avait toujours été justifiée. Leurs réponses étaient plutôt nuancées, insistant sur le contexte exceptionnel de l'époque, ou sur la nécessité de canaliser en urgence le désir de vengeance au moment de la Libération. Ainsi précisait à un moment donné le commentateur : « Il faut cependant souligner une différence essentielle entre les témoignages des résistants et ceux des miliciens que nous avons rencontrés, y compris hors caméra. Beaucoup de résistants qui s'expriment ici portent sur leur passé un regard critique et s'efforcent d'en parler avec lucidité. Mais jamais aucun milicien n'a exprimé de doutes ou de regrets sur l'engagement armé de la Milice dans la collaboration avec les nazis. Jamais aucun d'entre eux n'a quitté un seul instant devant nous le statut de victime acquis au moment de l'épuration, un peu comme si ça les autorisait à gommer tout ce qui avait précédé. »

L'ouvrage de Barbier parle beaucoup de violence, en pointant de manière privilégiée celle des résistants, et en tenant parfois d'étranges propos sur celle des collaborateurs. Ainsi, par exemple, il écrit non sans un peu de complaisance que « dans un autre contexte que celui de la guerre, Guy Cazeaux aurait fait un

15. Claude Barbier, *Crimes de guerre...*, op. cit., p. 14.

16. La Sept, 1992. Première partie : *La fureur de la guerre civile*, <http://www.youtube.com/watch?v=Gvky2Y0k9j4> ; seconde partie : *Les circonstances d'une Justice*, <http://www.youtube.com/watch?v=UwcQfmR82ug>, consulté le 14 janvier 2014.

honnête homme, sans histoire, fondant une famille. Il aurait vécu de son travail et la police n'en aurait jamais entendu parler. Les circonstances en ont voulu autrement. »¹⁷ Ce serait donc un Monsieur-tout-le-monde, une victime des circonstances, qui aurait été mené à collaborer, à dénoncer, à provoquer la mort d'autrui. Peut-être même serions-nous finalement tous porteurs de cette capacité de faire du mal. C'est donc bien une doxa de la France glauque qui nous est proposée dans ce livre, cette vulgate qui a été dénoncée avec une grande pertinence par l'historien Pierre Laborie¹⁸.

Plus problématique encore, pour comprendre comment l'exécution du 2 septembre 1944 a été possible, l'auteur se réfère aux travaux de Christopher Browning sur les hommes du 101^e bataillon de réserve de la police allemande, acteurs directs des premières exécutions de masse à l'égard des populations juives de l'Est¹⁹. Une telle comparaison entre ces tueurs et les résistants de la Haute-Savoie, fort malvenue, assurément blessante pour les survivants de la Résistance et leurs familles, n'a aucun sens, ni aucune justification.

Un livre présenté quand une exposition rendait hommage aux victimes du bal tragique

La présentation du livre de Claude Barbier s'est déroulée le 11 janvier dernier alors qu'était encore accrochée

dans la mairie du village une belle exposition historique et mémorielle réalisée à l'initiative de l'Association des amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation. L'un des fils conducteurs de la dizaine de panneaux qui étaient présentés reprenait quelques extraits d'un manuscrit, *Les cicatrices du passé*, rédigé en 1994 par Joachim Cottet, déporté et rescapé des camps qui avait été arrêté au soir du bal tragique.

Au moment même où cette exposition était visible à la mairie, chacun peut imaginer l'impression que la présentation du livre de Claude Barbier a pu susciter chez celles et ceux qui l'avaient préparée. Ce sont surtout son titre et sa couverture qui ont frappé les esprits. Fallait-il donc vraiment en arriver là alors même que, pour la première fois, des photos de la plupart des victimes du massacre nazi de décembre 1943 étaient rassemblées, après tout un travail de récolte documentaire effectué soixante-dix ans plus tard ?

Un extrait du récit de Joachim Cottet, établi un demi-siècle après les faits, peut être rapporté ici pour rappeler de quoi il est question avec le crime nazi du 26 décembre 1943. Il concerne des scènes de déchirement après le massacre d'Habère-Lullin. En effet, les cadavres des suppliciés avaient brûlé dans l'incendie du château ; ils étaient méconnaissables. Personne ne savait donc qui se trouvait, survivant, au Pax d'Annemasse, le

siège local de la Gestapo. «...Les familles prirent contact avec le Maire d'Annemasse, M. Jean DEFFAUGT, lui-même en contact de par ses responsabilités avec la Gestapo. M. DEFFAUGT invita les familles à se rendre chez lui avec, pour chacune d'elles, une valise de linge qu'il nous remettrait à la prison, ce qui fut fait. » Dès lors, « les survivants en prirent possession et pour tous les autres, M. DEFFAUGT partit rejoindre les familles en rapportant celles non remises, ce qui signifiait, hélas, que le jeune avait été tué. Ce fut, on le devine, des heures d'angoisse indescriptibles, une scène épouvantable ! Toutes ces familles éplorées, pleurant un être cher et repartant avec leur valise non remise. »

Une tendance qui s'inscrit dans un cadre plus large

L'ouvrage de Claude Barbier procède d'une logique analogue à celui de Paul Abrahams dont une traduction française a été coéditée par la société d'histoire régionale dont Barbier est le vice-président²⁰. L'ouvrage se présente comme une enquête documentée, mais davantage marquée dans ses finalités par un jugement discutable que par un questionnement raisonné. Une idée y est fortement affirmée dans l'introduction, puis répétée dans la conclusion. La couverture de l'ouvrage d'Abrahams prend certes soin de préciser dans son sous-titre qu'il ne se fonde que sur les sources de l'administration de Vichy. Mais sa thèse, qui se réfère au concept de « métarécit » de Jean-François Lyotard, fustige dès son

introduction comme n'étant pas sérieuses les narrations historiques disponibles sur la période de l'occupation italienne, puis allemande, en Haute-Savoie, fortement articulées sur des témoignages. Elle est répétée dans le dernier paragraphe de la conclusion, avec une phrase imprimée en gras qui stipule que « le métarécit convenu de la Résistance française n'est manifestement pas satisfaisant »²¹. Toutefois, entre ces deux occurrences, le lecteur ne trouvera ni témoignages, ni analyses de ce métarécit, mais seulement des sources de l'administration de Vichy. Malgré quelques avertissements prudents et quelques nuances, Abrahams dresse ainsi un portrait passablement négatif de la Résistance en prenant tout ou partie de ces documents pour argent comptant.

Les ouvrages d'Abrahams et de Barbier se situent l'un et l'autre dans un courant qui dénigre la Résistance, ses valeurs, ses actes et son rôle dans la guerre. Celui de Claude Barbier sur Habère-Lullin banalise les crimes du national-socialisme et de ses alliés par un relativisme sans nuance. Ces propos, encore peu audibles il y a quelque temps, s'inscrivent désormais dans un air du temps qui est inquiétant, observable dans plusieurs pays européens. Ils ont notamment pour logique de susciter notre compassion pour toutes les victimes de la guerre, cet événement sanglant dont tout le monde a souffert, mais en négligeant l'analyse critique des mécanismes qui ont en réalité

²⁰. Paul Abrahams, *La Haute-Savoie contre elle-même, 1939-1945. Les Hauts-Savoyards vus par l'administration de Vichy*, Saint-Julien-en-Genevois et Thonon-les-Bains, La Salévienne et Académie chablaisienne, 2006.

²¹. *Ibid.*, pp. 12-13 et 346.

¹⁷. Claude Barbier, *Crimes de guerre...*, op. cit., p. 177.

¹⁸. Pierre Laborie, *Le Chagrin et le venin. La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, Paris, Bayard, 2011. Voir aussi un entretien dans *Libération* : http://www.libération.fr/societe/2011/01/29/on-se-sert-de-la-resistance-tout-en-la-denigrant_710839, consulté le 14 janvier 2014.

¹⁹. Claude Barbier, *Crimes de guerre...*, op. cit., p. 348. La référence utilisée est Christopher R. Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 2002.

produit différentes catégories de victimes, en fonction des conditions historiques propres à chaque situation. En procédant de la sorte, ils contribuent à effacer la dimension antifasciste dans l'analyse historique de la Seconde Guerre mondiale.

Comment aborder l'histoire d'un opprobre ?

En introduisant l'une de ses fameuses émissions télévisées en plan fixe diffusées en Suisse romande, celle qui introduisait une histoire de la Commune de Paris le 17 avril 1971 dans le contexte d'un autre centenaire, Henri Guillemin a bien exprimé cette difficulté de se situer entre quête de vérité et transmission d'un passé traumatique. Il a souligné que l'honnêteté de l'historien importait davantage que sa prétendue objectivité. « Je voudrais tout d'abord vous apporter quelques citations, *s'est-il exclamé*. Il y en a une de Chateaubriand, dans les *Mémoires d'outre-tombe*, et qui m'a toujours frappé, il dit : Faites attention à l'histoire que l'imposture se charge d'écrire ! Simone Weil, d'autre part, qui a dit : Croire à l'histoire officielle, c'est croire des criminels sur parole ; et enfin, il y a Victor Hugo, dans un texte très peu connu, c'est dans *Toute la lyre*, ça s'appelle « Aux historiens », et il dit deux choses aux historiens, il leur dit : Dites le vrai ! Cela veut dire : Ne mentez pas ! Dites le vrai ! Mais d'autre part, il ajoute : Ne nous racontez pas un opprobre notoire comme on raconterait n'importe quelle histoire ! Cela veut dire quoi ça ?

Cela veut dire que l'objectivité, dont on parle toujours en histoire, ce n'est pas possible. Pourquoi ? L'objectivité, cela veut dire considérer les faits comme des objets. Comment voulez-vous que l'on considère comme des objets une histoire humaine, une aventure humaine, des choses qui nous concernent tous. Alors, je dirais que l'impassibilité est impossible devant une histoire comme celle de la Commune, qui est une histoire affreuse, vous savez, une histoire atroce. Mais si l'impassibilité est impossible, la loyauté est le premier devoir. Alors, c'est ce que je vais essayer de faire, une histoire véridique, de ne pas vous cacher ce qui peut me gêner dans cette histoire-là, qui n'est certes pas toujours belle, mais enfin, en m'appliquant à être avant tout honnête. »²²

Dans son texte des années de guerre publié à titre posthume, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Marc Bloch, grand historien résistant, assassiné par les Allemands, invitait de son côté à ne pas confondre les rôles respectifs, bien différents, du savant et du juge. Aussi écrivait-il : « Il existe deux façons d'être impartial : celle du savant et celle du juge. Elles ont une racine commune, qui est l'honnête soumission à la vérité. Le savant enregistre, bien mieux, il provoque l'expérience qui, peut-être, renversera ses plus chères théories. Quel que soit le vœu secret de son cœur, le bon juge interroge les témoins sans autre souci que de connaître les faits, tels qu'ils furent. Cela est, des deux côtés, une obligation de conscience

qui ne se discute point ». Mais « un moment vient, cependant, où les chemins se séparent. Quand le savant a observé et expliqué, sa tâche est finie. Au juge, il reste encore à rendre sa sentence. »²³

Dès lors, qu'est-ce que l'opprobre dans les faits du passé, comment le raconter et comment éviter, face aux situations les plus atroces, d'entrer dans des logiques de sentence et de jugement ? Comment s'en tenir autant que possible à la posture d'auxiliaire d'intelligibilité que l'historien Nicolas Offenstadt situe dans un espace intermédiaire entre les deux écueils de la position d'expert et de l'option militante²⁴ ? Ou alors, pour le dire un peu autrement, en reprenant une formule de Pierre Laborie, comment l'historien peut-il « être à la fois un sauve-mémoire et un trouble-mémoire »²⁵ ? Vastes questions. Très vaste débat. Établir les faits qui peuvent l'être, croiser des sources, y compris entre documents d'archives et témoignages, laisser ouvert l'éventail des possibles dans l'analyse de la complexité du passé, questionner des documents et des témoignages sans occulter leurs éventuels aspects contradictoires ou dérangeants, tenir compte de l'ambivalence et des contradictions parfois inconscientes des acteurs, mais aussi, dans ce cas, s'en tenir à un minimum d'empathie à l'égard de celles et ceux qui ont combattu le nazisme et qui en ont été victimes, tels sont quelques principes parmi d'autres qui pourraient y contribuer.

Les questions posées par Claude Barbier mériteraient sans doute d'autres développements pour enrichir l'intelligibilité de ce passé tragique. Malheureusement, il a préféré s'ériger en juge et contribuer ainsi à une sorte de brouillage mémoriel. Il fait mine d'être un trouble-mémoire, mais il nous impose le trouble sans la mémoire, et loin de l'histoire. Cette posture est peut-être dans l'air du temps, raison pour laquelle l'auteur a trouvé des encouragements politiques et financiers au plan local. Mais il y a vraiment lieu de mettre à distance une telle manière de traiter du passé. Il s'agit par là de préserver l'histoire et les mémoires de cette époque tragique, mais aussi celles de ces acteurs et de ces actrices qui ont contribué il y a soixante-dix ans à la faire déboucher sur d'autres perspectives que cette Europe brune et bottée que d'aucuns ont servie avec tellement de zèle.

Un enjeu pour l'enseignement de l'histoire

Reste alors un enjeu de taille, celui de la transmission. En laissant de tels mésusages de l'histoire se répandre dans l'espace public, c'est en réalité toute la transmission de ce passé traumatique qui se trouve menacée. En effet, comprendre et faire comprendre les tragédies du XX^e siècle et leur complexité aux nouvelles générations ne serait plus guère possible si nous nous en tenions à ces mises à plat, à ce relativisme, à

23. Marc Bloch, *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, Paris, Quarto Gallimard, 2006, p. 947 (texte rédigé en 1942).

24. Nicolas Offenstadt, « Histoire et historiens dans l'espace public », in Christophe Granger (dir.), *À quoi pensent les historiens ? Faire de l'histoire au XXI^e siècle*, Paris, Autrement, 2013, pp. 94-95.

25. Entretien avec Pierre Laborie, recueilli par Sylvain Gland et Cécile Vast, *La lettre de la Fondation de la Résistance*, N° 74, septembre 2013, p. 32.

22. Voir <http://www.rts.ch/archives/tv/culture/dossiers-de-l-histoire/3448487-la-revolution-francaise.html>, consulté le 14 janvier 2014. C'est à tort qu'il est question dans le titre de la Révolution française. Il s'agit bien d'une introduction à l'histoire de la Commune de Paris (avec un propos qui, certes, part de la Révolution française).

ces simplifications caricaturales qui ignorent aussi bien l'ambivalence que la pluralité des postures et des parcours, à cette stigmatisation de la Résistance négligeant sciemment ce qu'elle a réalisé pour mieux l'inscrire dans le sombre tableau d'une société glauque, avec comme premier effet de banaliser les actes criminels de tous les fascismes.

Cette problématique de l'histoire de la Résistance en Haute-Savoie et la critique sans concession de son dénigrement, et surtout du dénigrement de sa mémoire, constituent ainsi des enjeux majeurs pour la transmission de cette mémoire, de son histoire et de son intelligibilité auprès des jeunes générations à venir qui n'auront pas l'occasion d'entendre directement la parole des témoins et des acteurs. Comme pour tous les faits traumatiques du passé, cet enseignement autour de la Résistance se doit d'éviter deux écueils majeurs, soit aussi bien la sacralisation des faits et de leur signification que leur banalisation, dont le dénigrement est un avatar. Qu'en est-il donc finalement, à propos des Glières, de ces deux

ouvrages qui viennent d'être publiés dans un contexte de 70^e anniversaire ? Celui de l'Association des Glières, qui rend un juste hommage à l'action des hommes qui ont risqué ou perdu leur vie pour la liberté, évite la sacralisation en mettant en perspective, par un appareil critique de qualité, un beau texte des rescapés publié en 1946 ; en revanche, celui de Claude Barbier, davantage par omission que de manière frontale, et quels que soient par ailleurs ses apports, n'évite pas l'écueil d'une forme de dénigrement de la mémoire des acteurs en négligeant de faire ce pas de côté qui devrait permettre à l'historien de porter un regard dense sur le passé et d'exercer pleinement sa fonction critique. Mais le travail de Barbier doit aussi être considéré dans un ensemble qui inclut le grand tapage de ses conférences publiques et l'in vraisemblable brouillage relativiste qu'il a imposé au village d'Habère-Lullin : c'est ainsi un travail qui doit être fermement démenti par la rigueur, l'honnêteté et la quête d'intelligibilité du travail d'histoire.

Charles Heimberg

VIE ASSOCIATIVE

Nouvelles du monde associatif de la déportation